

LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 12

MONTRÉAL, LE JEUDI 23 JANVIER 1997

88¢ + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Anticapitalisme primaire

Des deux côtés de l'Atlantique, on voit se lever une critique nouvelle du capitalisme, qui est à la fois globale, radicale... et libérale. Et si l'économie de marché telle qu'elle se pratique aujourd'hui n'était pas nécessairement le «destin manifeste» de l'humanité?

L'heure est à l'anticapitalisme, et pas seulement dans les pages rouge vif du *Monde diplomatique*. En France, le livre *L'horreur économique* de Viviane Forrester, qui martèle sur 200 pages que les politiciens mentent lorsqu'ils parlent sérieusement de «lutte au chômage», représente un phénomène médiatique; notre confrère *Le Monde* y consacrait, la semaine dernière, pas moins de trois pages...

Après l'euphorie de 1989 et toutes les simplifications qu'elle a entraînées sur «l'unification du monde», «la fin de l'Histoire», etc., on assiste aujourd'hui, jusque dans l'aire libérale, à un retour de balancier.

Oh! les gouvernements ne sont pas pour autant sur le point de relâcher la pression de l'austérité. Les banques centrales et les pontes de l'orthodoxie — comme Hans Tietmeyer, le patron archicraint de la Bundesbank — ne vont pas davantage, demain matin, ravalier leur credo.

Mais le nouveau, c'est que la critique du capitalisme n'origine plus uniquement de cénacles gauchistes coupés du *mainstream* de l'opinion publique et de la presse.

Et qu'elle ne se limite pas à un *lamento* moraliste sur «la dureté de l'argent» et «la misère des exclus».

Un politicien comme Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale française, membre du RPR, parti de droite au pouvoir en France, multiplie les sorties contre «le pouvoir de l'argent» et «la soumission du politique à l'économique» qui, selon lui, «mettent la démocratie en péril».

Aux États-Unis, un politologue comme Edward Luttwak, expert mondialement reconnu en stratégie, «italianisant» compétent, mil-

lionnaire, fustige dans les grandes revues ce qu'il appelle le «turbo-capitalisme» qui, s'il est effectivement «efficace et productif», «détruit la société» et crée «la turbulence et l'instabilité». Dans le dernier numéro de *Liberal*, mensuel intellectuel de Rome, il défonce avec force le dogme de l'indépendance des banques centrales — en particulier l'américaine, la japonaise et l'allemande.

L'argument de Luttwak est original en ce qu'il prétend éviter tout moralisme: «Je suis contre le turbo-capitalisme parce qu'en dernier lieu il me coûte plus cher, comme citoyen, en prisons, en clôtures, en armes et en systèmes de sécurité», lance cet homme riche, indéniablement doué pour la provocation.

L'intervention excessive de l'État a abouti à un contre-dogme

livre-entretien *Le défi de l'argent* (revisité ici le 30 novembre dernier par Antoine Robitaille).

Remords de l'exploiteur? Altruisme sincère? Souci de la provocation? L'homme qui a fait vaciller le système monétaire européen par ses manipulations à coups de milliards sur les marchés de changes est devenu une espèce de Robin des bois, de loup dans la bergerie de la «pensée unique». Son article, qui cite Hegel, Karl Popper et même le physicien Heisenberg avec son célèbre «principe d'incertitude», fait valoir les points suivants:

■ les excès et les effets pervers de l'interventionnisme, de la redistribution et de la réglementation ont abouti à un contre-dogme: l'intervention de l'État dans l'économie doit être éliminée, les marchés sans réglementation étant déclarés «parfaits»;

■ l'individualisme excessif menace de se transformer en «darwinisme social». Discréditant la notion de «bien commun», le marché serait devenu un danger pour la «société ouverte»;

■ le caractère scientifique de la «vérité du marché» est un leurre: la «parfaite information» des acteurs n'existe pas. De plus, la dépendance — largement sous-estimée — de la demande face à une offre qui dicte ses conditions crée de graves distorsions;

■ à un niveau plus philosophique, Soros écrit que le marché a été érigé en «dogme» au sens le plus fort. Aboutissement historique d'une certaine croyance en la Raison, il est incapable de penser sa propre faillibilité — principe pourtant constitutif de la «société ouverte». Certes, le capitalisme n'a ni les ambitions destructrices explicites ni la brutalité des totalitarismes de ce siècle. Il n'en a pas moins des effets délétères, «même si c'est par inadvertance», sur le tissu social.

Toutes ces idées ne sont pas nécessairement originales. Mais leur articulation, ainsi que la mise au grand jour des croyances, dogmes et idées reçues — toutes choses qui existent aussi à droite — du capitalisme triomphant, a quelque chose d'éminemment tonique.

Quant à l'identité de l'auteur, elle donne à cette critique globale un poids d'autant plus appréciable qu'elle se situe résolument dans l'orbite libérale.



MÉTÉO

Montréal	Québec
Neige puis dégel.	Neige puis dégel.
Max: -5 Min: -12	Max: -5 Min: -14
Détails, page B 4	

INDEX

Agenda..... B 6	Idées..... A 7
Annonces..... B 4	Le monde..... A 5
Avis publics..... B 6	Les sports..... B 5
Bourse..... B 2	Montréal..... A 3
Culture..... B 8	Mots croisés..... B 6
Économie..... B 2	Politique..... A 4
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

LES ACTUALITÉS

Réjean Hinse poursuit pour au moins trois millions, page A 2



POLITIQUE

La Charte de la langue française ne sera pas modifiée pour les PME, page A 4



LES RÉGIONS

Québec, la capitale inachevée, page B 1

Pour abolir les commissions scolaires confessionnelles

Québec va demander à Ottawa une modification de la Constitution

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Le gouvernement québécois a décidé de s'attaquer au cœur du problème de la restructuration scolaire: il sollicite maintenant l'appui du fédéral pour modifier l'article de la Constitution canadienne qui l'empêche d'abolir les commissions scolaires confessionnelles.

Il s'agit là d'une démarche politique délicate, mais le ministre des Affaires intergouvernementales Jacques Brassard ne croit pas qu'avec cette demande de négociation Québec se trouverait à entériner le rapatriement de la Constitution de 1982, rapatriement qui s'était produit sans l'accord du Québec.

En fait, Québec prend plutôt acte de «l'ouverture» manifestée par le fédéral sur

cette question, dit M. Brassard, et il cherche avant tout à modifier l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de façon «rapide et bilatérale», entre autres en empruntant une voie suivie récemment par Terre-Neuve.

Jacques Brassard a donc sollicité mardi une rencontre avec son vis-à-vis fédéral Stéphane Dion, «pour vérifier cette ouverture d'esprit».

Le ministre Brassard évoque également de récentes déclarations des ministres fédéraux Lucienne Robillard et Pierre Pettigrew.

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC

Lire aussi en page A 6

■ L'éditorial de Lise Bissonnette: Sa-gesse à reculons.



À la Old Brewery Mission, dans le Vieux-Montréal, de gauche à droite: Christian Proulx, Claudio Iadaluca, directeur de l'œuvre, Bernard «le minou» LeCourtois et Pépé.

À la Old Brewery Mission, on ne fait pas dans le détail

Cet accueil pour sans-abri ramasse tout ce que les autres ne veulent pas

À Montréal, l'histoire de l'itinérance, de l'itinérance au quotidien, est ponctuée de froid, si le froid a atteint les -16, des rabais que proposent les Jean Coutu ou Cumberland sur l'Aqua Velva, de nœuds dans la tête et de guichets automatiques, de compressions budgétaires en Ontario, de vidéos poker de Loto-Québec et de bien d'autres éléments ou choses. Mais c'est surtout ceci: un phénomène en progression constante.

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Dans le monde de l'itinérance, il y a un niveau, une limite, un baromètre: lorsqu'il fait -16 et en-dessous, le personnel de la Old Brewery Mission doit récupérer tous les itinérants qui se camouflent ici et là dans le centre-ville. Parce que, lorsque le thermomètre touche les -16, on entre dans la zone dangereuse qui devient très dangereuse lorsqu'on frôle les -22.

Passer 24 heures à -22, c'est avoir l'impression qu'un exacto gratte les bouts des doigts, qu'un scalpel aiguisé les oreilles. C'est perdre la sensation de soi. Après quoi, c'est la mise en berne. Lorsqu'il fait froid comme il a fait froid la semaine dernière, alors l'univers de l'itinérance sombre dans le monde de tous les dangers.

Claudio Iadaluca est directeur général de la Old Brewery Mission. Yvan Lalonde est son adjoint. Plus précisément, ce dernier est le superviseur de cet endroit qui est le plus gros centre d'hébergement pour itinérants de Montréal. Physiquement, ils en imposent quelque peu. Ils sont davantage costauds que filiformes.

Ni l'un ni l'autre ne sont des croisés du Nouvel Âge ou des convertis aux théories diverses qui ont traversé l'his-

toire des idées des trente dernières années. «Nous ne sommes pas des psychologues», d'affirmer d'emblée M. Iadaluca. Ils ne sont pas cela parce qu'ils doivent faire face. Eux et le personnel de la Mission sont continuellement sur la brèche. Bref, ils n'ont pas le loisir de faire dans le détail. Ils font dans l'urgence.

Ils y sont d'autant plus plongés, dans l'urgence, qu'ils ramassent tout ce que les autres ne veulent plus. À cet égard, la sociologie comme l'histoire de l'itinérance nous enseignent qu'il y eut d'abord celui qu'on appelait le robinet. Puis au robinet s'est ajouté le toxicomane. Après, il y a eu les mis-à-la-porte découlant de la désinstitutionnalisation des hôpitaux psychiatriques. Ensuite sont arrivés les laissés-pour-compte de la lutte féroce à l'inflation. Depuis peu, un autre groupe s'est ajouté.

Dans la foulée de l'implantation des vidéos poker dans les bars et brasseries de Montréal, M. Iadaluca a assisté à l'émergence d'une nouvelle clientèle: les compulsifs du jeu. Des gens qui, étant cela, des joueurs invétérés, sombrent dans l'itinérance une fois toutes leurs ressources financières épuisées.

Maintenant, il faut souligner, il faut noter, que chaque introduction de facteur ayant provoqué ou produit de l'itiné-

Montréal est moins pressé de privatiser

Cernée de toute part par les nombreuses ramifications d'une crise politique qui secoue l'Hôtel de Ville depuis deux mois, l'administration du maire Pierre Bourque met un frein à ses projets de partenariat et de privatisation. Malgré ce moratoire, l'administration se défend bien que la tourmente ait des conséquences sur la gestion des dossiers municipaux, plaçant plutôt un nouvel empressément à informer et consulter ses employés avant de se tourner vers le secteur privé.

■ Lire notre reportage, page A 3

Dollard-des-Ormeaux résiste aux partitionnistes

600 citoyens en colère harcèlent en vain le conseil municipal

JEAN DION
LE DEVOIR

Quelque 600 citoyens en colère de Dollard-des-Ormeaux, dans l'ouest de l'île de Montréal, ont fait savoir hier à leurs élus qu'ils tiennent mordicus à demeurer au Canada advenant la souveraineté du Québec, mais ils ne les ont pas convaincus des mérites d'un éventuel référendum municipal à sauver partitionniste.

Au terme d'une assemblée publique chargée d'émotivité mais civilisée, le maire de la ville, Edward Janiszewski, a en effet refusé de changer son fusil d'épaule. Plutôt que de se ranger derrière l'idée de la tenue d'un référendum, il a invité ses commettants à rechercher des solutions susceptibles de rallier l'ensemble des fédéralistes tout en faisant pression sur les gouvernements fédéral et provincial.

Pendant deux heures et demie, le conseil municipal de DDO a été mitraillé de critiques de la part d'une trentaine de citoyens qui, à deux exceptions près, l'ont enjoint de rallier le mouvement amorcé il y a deux mois par Côte-Saint-Luc et Hampstead. Toutes les accusations ou presque, de

VOIR PAGE A 8: DOLLARD

Québec accroît son aide aux familles dans le besoin

Le gouvernement rend publique aujourd'hui sa politique familiale

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La nouvelle politique familiale du gouvernement Bouchard, dont les détails sont rendus publics aujourd'hui par le premier ministre Bouchard et la ministre de l'Éducation Pauline Marois, assure les familles démunies d'un meilleur soutien financier, de services à la petite enfance accrue et, accorde à tous les parents des congés plus longs et mieux rémunérés.

«Globalement, peut-on y lire, les changements apportés à la politique familiale avantageront les familles biparentales dont un ou les deux conjoints travaillent à bas salaire, les familles monoparentales dont le chef occupe un emploi faiblement rémunéré et, plus particulièrement encore, parmi ces familles, celles qui ont de jeunes enfants en service de garde.»

Dévoilée dans ces grandes lignes lors du Sommet sur l'économie et l'emploi d'octobre dernier, la politique familiale, un livre blanc que certains organismes pouvaient consulter depuis quelques jours déjà, cherche donc à venir en aide aux familles moins nanties, telles que les familles monoparentales majoritairement dirigées par des femmes.

«Les gagnantes de cette réforme», avait d'ailleurs déclaré M. Bouchard lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, sont les femmes. Ce sont les groupes de femmes qui, depuis de nombreuses années, réclament des moyens concrets pour concilier le rôle de mère et de participante au marché du travail. Et les principaux gagnants, ce sont les enfants du Québec, notamment ceux qui vivent dans des milieux défavorisés.»

VOIR PAGE A 8: FAMILLE

VOIR PAGE A 8: MISSION

◆ LE DEVOIR ◆

ACTUALITÉS

Le marteau de Fred



RUTGERS UNIVERSITY ASSOCIATED PRESS

CETTE PIERRE, de la grosseur d'un poing, est en réalité le plus vieux outil de fabrication humaine que nous ayons jamais trouvé. Elle a été travaillée comme le prouvent les traces d'éclats encore visibles aujourd'hui. Des chercheurs de l'université Rutgers du New Jersey ont trouvé cette pierre à Gona, en Éthiopie, parmi un gisement de plusieurs milliers de pierres semblables. Ils évaluent son âge à 2,5 millions d'années, ce qui fait reculer de 250 000 ans l'âge des outils les plus anciens et pourrait remettre en cause la date d'apparition de l'homo sapiens.

ERRATA

Séguin plutôt que Chirac

Hier, nous rappelions que l'ancien ambassadeur canadien à Paris, Benoît Bouchard, avait qualifié une personnalité politique française de «*loose cannon*», ce qui n'avait pas favorisé le rapprochement entre la France et le Canada. Ces propos s'adressaient à Philippe Séguin, président de l'assemblée nationale, et non pas au président Jacques Chirac.

Char Davies et non Charles

Dans le texte de Christian Rioux publié hier, il fallait bien lire que c'est l'artiste Mme Char Davies (et non Charles Davis) qui a réalisé l'œuvre multimédia *Osmose*, qu'on songe à faire venir au Centre culturel canadien de Paris. Toutes nos excuses.

EN BREF

+ Lise Thibault ne suit pas les traces de Jean-Louis Roux

(PC) — Dans le cas d'un OUI à un référendum sur la souveraineté du Québec, la nouvelle lieutenant-gouverneur de la province, Lise Thibault, n'aurait pas d'autre choix que de respecter la voix du peuple, a-t-elle fait savoir hier à la Société Radio-Canada. «A moins d'une orientation très droite provenant du gouvernement canadien, je sanctionnerais», a-t-elle déclaré lors d'une entrevue télévisée accordée à l'émission *Le Point*, diffusée en fin de soirée. Mme Thibault était alors interrogée quant à savoir ce qu'elle ferait, dans l'éventualité d'une victoire du OUI, si le gouvernement du Québec lui soumettait un projet de loi confirmant l'accès de la province à la souveraineté. «Je sanctionnerais parce qu'on ne peut pas, en démocratie, ne pas respecter la voix du peuple», a-t-elle répondu. «Maintenant, c'est certain qu'il y a des constitutionnalistes, c'est certain qu'il y a des gens qui, peut-être, donneraient d'autres orientations, mais, vous savez, le gouverneur général aussi peut à ce moment-là ne pas reconnaître ma sanction», a-t-elle poursuivi. «Mais je pense que comme Québécoise, comme lieutenant-gouverneur, en ayant ces fonctions, en ayant le respect du citoyen, je ne pourrais pas faire autrement que de poser ce geste.»



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir@cam.org
Agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)
Version internet (514) 278-6060
1-800-563-5665

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

QUÉBEC Une certaine confusion

SUITE DE LA PAGE 1

grew selon lesquelles «*cette question pourrait se régler de façon bilatérale et rapidement*», dit-il.

Mais une certaine confusion règne encore sur la nature même de la modification demandée par Québec. Le ministre Brassard n'a pas voulu indiquer clairement ce qu'il demandait exactement pour l'article 93, réservant ces demandes pour M. Dion. «*Amendement peut signifier abrogation*», dit-il, ajoutant: «*pour nous, il s'agit de modifier une loi du XIX^e siècle dont une disposition est complètement archaïque*».

Et interrogée sur une solution avancée l'année dernière par deux spécialistes, Jean-Pierre Proulx et José Wachring, qui proposait de modifier l'article 93 plutôt que de l'abolir afin de mettre fin à la protection exceptionnelle accordée aux commissions scolaires de Montréal et de Québec, le ministre Marois a indiqué que Québec ne retenait pas la solution des deux chercheurs.

Si la négociation proposée nécessitait des discussions avec plusieurs provinces, Québec réviserait sa stratégie.

«*Si d'autres provinces sont impliquées, ce n'est pas évident que le consensus se fera rapidement*», explique M. Brassard. Et dans une discussion à six, plusieurs pourraient être tentés d'élargir l'ordre du jour. Si le gouvernement fédéral nous dit «*le bilatéral, oubliez ça*», je ferai rapport au Conseil des ministres, parce que cela constituerait un changement majeur dans la voie choisie».

On sait que l'article 93 de la Constitution canadienne garantit des droits confessionnels aux protestants et aux catholiques dans les territoires scolaires de Montréal et de Québec, une réalité juridique incontestable à laquelle se sont butés tous les gouvernements qui ont tenté de restructurer le réseau scolaire depuis 20 ans.

En juin dernier, la ministre Marois avait présenté un projet visant à remplacer les actuelles commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques dotées de comités confessionnels, pour respecter les obligations constitutionnelles, mais ce bricolage compliqué avait suscité un tollé et la ministre avait retiré son projet.

Mme Marois avait alors référé le dossier aux États généraux sur l'éducation, qui lui conseillaient en octobre de s'attaquer au cœur du problème en entreprenant des démarches pour abroger l'article 93 de la Constitution.

Une négociation positive prouverait-elle la souplesse du fédéralisme? «*On verra, vous présumez de l'issue du processus*», a répondu prudemment hier le ministre Brassard.

SUITE DE LA PAGE 1

rance ne s'est pas soldée par la disparition du facteur antérieur. Il y a aujourd'hui beaucoup plus d'itinérants qu'il y en avait il y a dix ou vingt ans. Selon M. Iadaluca, s'il n'est pas possible d'établir avec exactitude le nombre d'itinérants, tous les professionnels du milieu s'accordent au moins pour estimer qu'il y a 10 000 de ces personnes qui vivent dans les rues de Montréal.

Révisée en 1995, une étude sur les sans-abri effectuée par le fédéral indique que, sur les 10 000 sans-abri que compte Montréal, 94 % sont des hommes, 70 % sont célibataires, 35 % ont entre 18 et 30 ans, 60 % sont nés dans la région montréalaise, 82 % sont nés au Québec. Les auteurs de cette étude ont également constaté que la plupart des itinérants consommaient des drogues, incluant des médicaments sur ordonnance, et de l'alcool. Voilà pour les statistiques officielles.

Continuons avec les chiffres du ras des paquerettes. Au cours de l'hiver dernier, M. Iadaluca a constaté que 2800 nouveaux visages avaient traversé la porte d'entrée de la Mission. Il a calculé que 280 000 repas avaient été servis. «*Pour vous donner*

Quant à la ministre Marois, elle a clairement indiqué qu'il n'est pas question de maintenir des commissions scolaires confessionnelles. Mais «*cela n'élimine pas la discussion [future] sur le statut de l'école et l'enseignement de la religion à l'école*», ajoute-t-elle.

Des réactions positives, mais des questions sans réponse

Le désir de Québec de négocier avec Ottawa une telle modification constitutionnelle a visiblement ravi la Centrale de l'enseignement du Québec, mais la Fédération des commissions scolaires se montre prudente.

«*Nous pouvons enfin espérer une modernisation de notre système scolaire*», de dire la présidente de la CEQ Lorraine Pagé.

L'Alliance des professeurs de Montréal y voit aussi un pas dans la bonne direction pour «*mettre fin au dédoublement onéreux des structures actuelles et garantir l'accès à tous les citoyens, quelle que soit leur origine, à une véritable école commune et laïque*».

La Fédération des commissions scolaires du Québec se montre toutefois très prudente, exigeant de Québec «*qu'il précise davantage ses orientations avant de demander une modification constitutionnelle*», par exemple par le biais d'une commission parlementaire.

La Fédération se demande, entre autres, par quoi on veut remplacer l'article 93, et quelles sont les intentions réelles du gouvernement en regard de la confessionnalité à l'école.

Le porte-parole de l'opposition libérale à l'Assemblée nationale, François Ouimet, se réjouit de l'intention du gouvernement de négocier cette question avec Ottawa, mais il souligne qu'il sera difficile d'abroger l'article 93, «*qui est le résultat d'un compromis historique [en 1867] entre le Haut-Canada et le Bas-Canada*». En ce sens, M. Ouimet croit que l'Ontario devra être mêlé aux discussions.

La démarche du gouvernement lui apparaît «*hasardeuse et susceptible de mener à des contestations judiciaires*», ajoute-t-il.

À Montréal, où le débat sur cette question a toujours été très animé, le président de la CECM, Michel Pallascio, continue à affirmer qu'il est possible de créer des commissions scolaires linguistiques «*tout en respectant la liberté de choix*», ce qui impliquerait dans son esprit la cohabitation avec des structures confessionnelles.

De son côté, la présidente du MEMO, le parti d'opposition au Conseil des commissaires de la CECM, se montre «*très contente*» de la décision gouvernementale.

«*Cela fait dix ans que le MEMO réclame qu'on fasse cette approche avec le fédéral*», de dire Diane de Courcy. La ministre fait preuve ici d'une belle maturité politique.

MISSION Cuite à l'Aqua Velva

une idée, en temps normal on sert 900 repas par jour. Cette année, même si il fait moins froid pour l'instant que l'an dernier, je m'attends à ce qu'à la fin de mars on atteigne les 300 000 repas. Ça, c'est 20 000 de plus que l'hiver dernier.» La Mission, c'est une salle à manger qui ne peut pas contenir plus de 100 personnes en même temps. C'est également, voire surtout, 400 lits, toutes annexes confondues, qui, lors de la vague de froid de la semaine dernière, ont été occupés du jeudi soir au lundi matin 20 janvier.

Et comme le monde de l'itinérance est en pleine expansion, la Mission a raclé ses fonds de tiroirs, histoire de faire l'acquisition d'un édifice situé à l'angle des rues Visitation et Maisonneuve. Un centre qui comprendra de 80 à 85 lits. Un centre qui sera voué exclusivement aux femmes.

Parce que des femmes, des femmes itinérantes, il y en a de plus en plus. «*Lorsqu'à 2 ou 3h du matin vous apercevez une femme seule dans un McDo ou un Dunkin' Donuts de la rue Sainte-Catherine en train de boire un café, une femme à l'air abandonné et recouverte de plusieurs couches de vêtements, il y a bien des chances que ce soit une itinérante. A la différence des hommes, elles se camouflent. Elles font davantage attention*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le drapeau unifolié à l'effigie de la «*proposition 4*» — la tenue d'un référendum municipal sur l'appartenance au Canada — était à l'honneur, hier soir, lors d'une assemblée publique organisée par le conseil de Dollard-des-Ormeaux. Les protestataires n'ont toutefois pas réussi à infléchir la volonté du maire, qui n'y voit pas une solution acceptable.

DOLLARD Police d'assurance

SUITE DE LA PAGE 1

lâcheté, de collaboration tacite avec l'ennemi séparatiste, de non-respect de la volonté des commettants, y ont passé, de même que de nombreuses invitations à démissionner.

La réunion, qui s'inscrivait dans le cadre d'un vaste processus de consultation mis sur pied par la Ville, a attiré presque exclusivement des tenants de la «*proposition 4*» — un référendum sur l'appartenance au Canada —, ainsi nommée parce qu'elle s'oppose à trois suggestions faites par l'administration municipale et jugées trop molles.

«*Il nous faut une police d'assurance*», a déclaré un citoyen. «*Vous essayez d'éluder les problèmes*», a dit un autre. «*Vous avez l'obligation de vous conformer au vœu des contribuables*», a renchérit un troisième. Et encore: «*Nous avons besoin d'une résolution avec des dents*». Le tout assaisonné de commentaires pas très flatteurs à l'endroit du gouvernement du Québec, repaire de «*traîtres*», qui doit savoir qu'advenant du troisième scrutin sur la souveraineté, «*nous allons livrer le combat de notre vie*», quitte à «*mourir Canadiens*».

La virulence des reproches n'a toutefois pas eu raison de la ténacité du maire Janiszewski, qui a maintenu que le nombre était

seul gage d'efficacité dans la lutte à poursuivre et que, en conséquence, il fallait dégarer une proposition acceptable aux autres municipalités et à l'ensemble des fédéralistes. «*Nous devons être suivis. Or la proposition 4 va arrêter le mouvement, parce que la plupart des gens n'en veulent pas. Il faut la modifier*», a-t-il répliqué en substance.

M. Janiszewski souligne également qu'un référendum municipal n'aurait aucune portée juridique, voire serait carrément illégal, et que lui et ses conseillers ont été élus pour gérer l'entretien des rues et l'enlèvement des déchets, «*non pour exercer des pouvoirs constitutionnels que nous n'avons pas*».

«*Nous sommes tous du même côté*», a-t-il tout de même ajouté, précisant qu'il travaillerait à «*trouver le moyen le plus efficace de faire en sorte que le Canada demeure uni*».

Le conseil de Dollard-des-Ormeaux continuera de recueillir les opinions de ses citoyens jusqu'à la fin janvier, et il entend adopter une résolution sur la question en mars ou avril. Quant au maire, auquel plusieurs participants ont promis la défaite aux prochaines élections, il a indiqué aux journalistes que «*mon intégrité est plus importante que ma réélection*».

sée, une coupure budgétaire, a avalé toutes ses pilules simultanément?

«*Vous comprenez, ici on n'est pas des docteurs. Je le sais-tu de quoi ils sont malades? Non. Lorsque la semaine dernière j'ai lu dans les journaux que le ministre Rochon allait couper 3000 lits d'ici trois ans dans le réseau psychiatrique, je me suis dit: ça va encore augmenter*».

Lorsque ce n'est pas la psychiatrie qui sème l'inquiétude, c'est parfois les soldes des pharmacies. «*A chaque fois que je vois une annonce de Coult ou Cumberland dans les journaux, je regarde s'il va y avoir des rabais sur l'Aqua Velva ou Lysol. Si c'est le cas, je sais à l'avance que le soir même on aura des itinérants qui en auront bu*».

Les journaux, les professionnels de l'itinérance les lisent avec d'autant plus d'acuité que, expérience aidant, ils leur permettent de deviner les tendances à à venir. «*Prenez l'Ontario. Depuis que Mike Harris est premier ministre, il y a eu beaucoup de coupures budgétaires. Et alors? On a quelques itinérants ontariens. Avant on n'en avait pas*».

Et quelle est la tendance à venir? La famille itinérante. Rien de moins.

Demain: le vidéo poker comme agent provocateur de l'itinérance.

FAMILLE Assurance parentale

Deuxième volet de la politique familiale québécoise, les services à la petite enfance comprendront, à partir de septembre 1997, la maternelle à plein temps gratuite, mais non obligatoire, pour tous les enfants de cinq ans et des services éducatifs et de garde pour les enfants de quatre ans. Une contribution de 5 \$ par jour par enfant sera exigée des parents, mais ce changement ne devrait pas affecter les budgets des plus démunis, en raison de l'augmentation significative de l'allocation unifiée pour enfants.

Le gouvernement a l'intention de créer 73 000 places d'ici l'an 2000 dans les centres à la petite enfance qui seront mis en place à partir des services de garde existants. La ministre Marois avait indiqué lors du Sommet sur l'économie et l'emploi qu'on privilégierait les places en milieu familial, la solution préférée des parents, semble-t-il. Quant aux garderies à but lucratif, la politique familiale préconise diverses formes de collaboration entre elles et les centres à la petite enfance.

Pour les enfants de quatre ans de milieux défavorisés, des services éducatifs gratuits seront progressivement offerts soit par les pré-maternelles à demi-temps, soit par les centres à la petite enfance nouvellement créés. L'implantation de ce nouveau programme débutera dans la région de Montréal dès septembre 1997.

Enfin, le nouveau régime d'assurance parentale québécoise propose plusieurs avenues qui se comparent avantageusement à ce que les parents connaissent actuellement avec le régime d'assurance-emploi fédéral. Des négociations devront d'ailleurs avoir lieu avec Ottawa avant de voir

le congé parental, revu et amélioré, entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Le régime québécois prévoit les congés suivants:
■ 18 semaines pour toutes les travailleuses qui ont gagné au moins 3000 \$ au cours des 52 semaines précédentes
■ 7 semaines à partager entre le père et la mère
■ 5 semaines de congé de paternité basé sur les revenus du père
■ 12 semaines de congé d'adoption
■ 26 semaines en cas d'un troisième enfant

La nouvelle prestation d'assurance parentale remplacera 75 % du revenu net au lieu de 55 % du revenu brut et ne sera pas imposable au Québec. En outre, les travailleurs et travailleuses autonomes seront admissibles à ces congés, ce qui n'est pas le cas présentement. Au total, l'assurance parentale couvrira 30 semaines de congé, soit cinq de plus que le régime actuel.

Québec évalue à 1,6 milliard le coût des nouvelles dispositions de sa politique familiale implantée sur une période de six ans. L'ensemble des budgets québécois consacré à la famille sera réalloué en tout ou en partie. La contribution des parents aux services de garde est évaluée, quant à elle, à 170 millions et le gouvernement québécois devra récupérer quelques centaines de millions d'Ottawa pour financer la caisse d'assurance parentale. Au terme de la réforme, en 2003, le gouvernement devra dénicher près de 250 millions en ressources financières supplémentaires.

LE DEVOIR

LES SPORTS

EN BREF

Le choix des Torontois

(PC) — Pat Burns et Don Cherry, le coloré commentateur reconnu pour ses propos xénophobes et son amour du jeu robuste, sont des choix populaires pour diriger les Maple Leafs de Toronto, qui occupent présentement le dernier rang de la Ligue nationale. C'est ce qu'indique le résultat d'un sondage informel mené par le *Toronto Star*, auquel ont répondu des centaines d'amateurs de hockey: Burns, qui a été congédié du même poste l'an dernier, est arrivé en tête avec 29,1 % des votes, et Cherry est arrivé le premier parmi ceux dont les noms n'étaient pas suggérés. Bonne nouvelle quand même pour l'actuel entraîneur Mike Murphy: c'est le directeur général Cliff Fletcher qui est montré du doigt par le plus grand nombre d'amateurs pour les déboires des Leafs, suivi du propriétaire Steve Stavro et des joueurs.

Construire un ranch

(PC) — Sheldon Kennedy recevra en cadeau un terrain de plus de 240 hectares en Colombie-britannique, où il pourra faire construire un ranch pour enfants harcelés sexuellement, a rapporté hier le *USA Today*. Ce don provient de Steve Funk, de Canadian Maple Leaf Financial Corp. à Vancouver. L'annonce officielle doit être faite le 11 février, mais Tom Laidlaw, le représentant de Kennedy, a confirmé la nouvelle. «Sheldon pourra décider s'il veut construire sur ce terrain ou le vendre et construire ailleurs», a déclaré Laidlaw. Kennedy, qui joue présentement pour les Bruins de Boston, a fait savoir qu'il voulait s'impliquer de cette façon après avoir révélé le harcèlement dont il a lui-même été victime de la part de son ancien entraîneur junior, Graham James, récemment condamné.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Hier	
Florida 1, Hartford 2	
Montréal 1, Buffalo 6	
Boston 4, Ottawa 1	
NY Rangers 5, Washington 3	
Edmonton 1, NY Islanders 8	
Calgary 3, Toronto 5	
Philadelphie 2, Detroit 2	
Vancouver à Chicago	
Los Angeles à San Jose	
New Jersey à Anaheim	
Aujourd'hui	
Florida à Boston, 19h30	
Colorado à Pittsburgh, 19h30	
Vancouver à St. Louis, 20h30	
Anaheim à Phoenix, 21h	
Vendredi	
NY Islanders à Hartford, 19h	
Edmonton à Buffalo, 19h30	
Calgary à Ottawa, 19h30	

Association de l'Est

Section Nord-Est	MJ	G	P	N	BP	BC	P
Pittsburgh	46	26	15	5	171	138	57
Buffalo	47	25	17	5	140	123	55
Hartford	46	19	20	7	133	146	45
Montréal	48	18	22	8	154	164	44
Boston	46	17	23	6	135	165	40
Ottawa	44	14	22	8	120	132	36

Section Atlantique

Philadelphie	47	27	13	7	152	116	61
NY Rangers	50	24	19	7	170	139	55
Florida	45	22	14	10	131	110	54
New Jersey	44	22	16	5	113	110	49
Washington	47	20	22	5	127	128	45
Tampa Bay	45	18	21	6	131	141	42
NY Islanders	46	14	23	9	125	138	37

Association de l'Ouest

Section Centrale								
Dallas	46	25	17	4	133	114	54	
Detroit	46	21	16	9	140	107	51	
St. Louis	47	21	22	4	137	151	46	
Phoenix	46	19	23	4	125	150	42	
Chicago	48	17	23	8	122	129	42	
Toronto	47	18	29	0	141	168	36	

Section Pacifique

Colorado	47	28	11	8	160	108	64
Edmonton	48	21	22	5	154	148	47
Vancouver	44	21	21	2	143	147	44
Anaheim	44	17	22	5	125	134	39
Los Angeles	45	17	23	5	124	149	39
Calgary	47	17	25	5	117	140	39
San Jose	44	16	23	5	113	141	37

LES MENEURS

	B	P	Pts
Lemieux, Pgh	29	50	79
Jagr, Pgh	41	31	72
Gretzky, NYR	16	46	62
Sundin, Tor	28	31	59
Selanne, Ana	25	31	56
Sakic, Col	15	40	55
Francis, Pgh	17	37	54
Tkachuk, Phx	29	23	52
LeClair, Phi	27	24	51
Recchi, Mtl	23	27	50
Palffy, NYI	26	23	49
Messier, NYR	25	24	49
Shanahan, Det	25	24	49
Yzerman, Det	12	37	49
Damphousse, Mtl	19	27	46
Oates, Bos	16	30	46
Savage, Mtl	16	30	46
Aronte, Chi	28	17	45
Bondra, Was	27	18	45
Sanderson, Har	24	20	44
Alfredsson, Ott	16	28	44
Kariya, Ana	16	28	44
Leetch, NYR	11	33	44

FOOTBALL

LIGUE NATIONALE

Finales de conférence	
Dimanche, 12 janvier	
Caroline 13 Green Bay 30	
Jacksonville 6 Nouvelle-Angleterre 20	
Super Bowl	
Dimanche, 26 janvier	
Green Bay contre Nouvelle-Angleterre	

Internationaux de tennis d'Australie

Sampras inquieté, Ivanisevic inquiétant

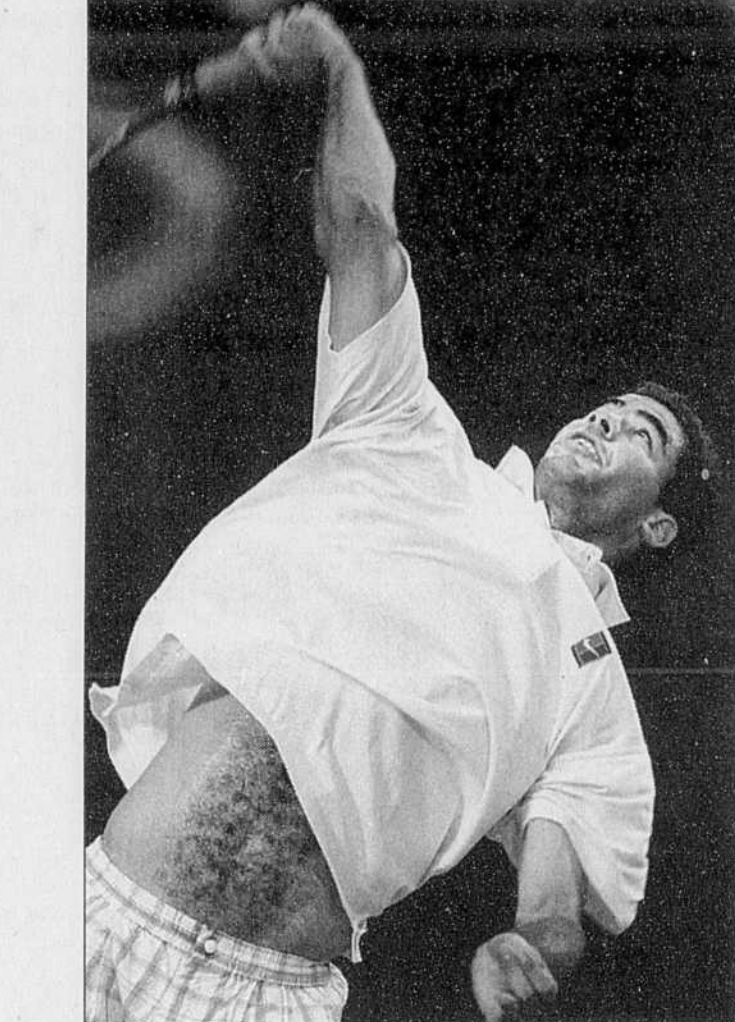
RAYMOND POINTU
AGENCE FRANCE-PRESSE

Melbourne — L'Américain Pete Sampras, tête de série n° 1 et no 1 mondial, a été sérieusement inquiété par l'Espagnol Albert Costa (n° 10), avant de se qualifier pour les demi-finales des Internationaux d'Australie, 6-3, 6-7 (5/7), 6-1, 3-6, 6-2, hier, à Melbourne. Quant au Croate Goran Ivanisevic (n° 3), il a de nouveau donné des signes inquiétants de faiblesse lors de sa défaite, 6-4, 6-2, 6-3, face à l'Autrichien Thomas Muster (n° 5).

Longue à s'animer, la rencontre Sampras-Costa sembla longtemps devoir s'achever vers une victoire de bon gestionnaire. D'autant que Sampras servait remarquablement bien (23 aces, 66 % de réussite et 85 % de points marqués au premier service pendant toute la partie). À partir du jeu décisif qu'il gagna en réussissant un passing le long de la ligne sur la remise d'une de ses amorties, Costa a justifié sa qualité de n° 1 espagnol. Après que Sampras eut remporté la troisième manche, Costa revenait à deux sets partout, contraignant le numéro un mondial à disputer un cinquième set.

Sortant systématiquement vainqueur des échanges un peu longs, multipliant les passings inattendus et les revers croisés en pleine course, Sampras, qui comptait une victoire sur son adversaire, en 1994 à Roland-Garros, fit le break décisif au 4^e jeu du cinquième set.

Prénant un départ en boulet de canon, comme contre l'Américain Jim Courier au tour précédent, Muster gagna haut la main le droit de disputer sa deuxième demi-finale australienne, huit ans après la première. Ivanisevic, dont on se demande s'il sera jamais en mesure de gagner un tournoi du Grand Chelem, lui facilita la tâche en prenant des risques insensés, au lieu de serrer son jeu. Ils lui valurent 54 fautes directes et firent tomber sa réussite au premier service à 39 % (20 % dans le troisième set). Inversement, alors qu'il avait déjà concédé un break, le Croate, qui eut plusieurs bonnes occasions de monter dans le 7^e jeu du premier set, resta planté sur sa ligne de fond avant de produire l'une de ses nombreuses amorties trop courtes, manquant ainsi l'occasion de combler rapidement son handicap. Monstre d'efficacité, Muster ne commit pour sa part que 14 fautes directes et eut même un



ASSOCIATED PRESS

Sampras servait remarquablement bien, hier, à Melbourne.

rendement très supérieur au filet (82 % de points marqués contre 51 %).

Jeu tendu et plat

Le premier quart féminin tourna court en raison d'une lésion à la ceinture abdominale de la Belge Dominique Van Roost, 43e mondiale, qui dut abandonner face à l'Américaine Mary Joe Fernandez, tête de série n° 14, alors qu'elle était menée 7-5, 4-0, après 66 minutes de jeu. Gênée au service, la Belge commit presque autant de doubles fautes que sa compatriote Sabine Appelmans, la veille, face à la Française Mary Pierce (9 contre 11). Avec son jeu tendu et plat, elle accumula également 43 fautes directes minimes, contre 11 à son adversaire, dont la plupart eussent sans doute été des points gagnants lors de ses matches précédents.

C'est à Melbourne que l'élégante Mary Joe Fernandez, a participé en 1990 à sa première finale d'un tournoi du Grand Chelem, avant de récidiver en 1992. La Suisse Martina Hingis, tête de série n° 4, de neuf ans sa cadette, a fait un grand pas dans la même direction en battant la Roumaine Irina Spîrlea, tête de série n° 8, 7-5, 6-2. «Elle a fait aujourd'hui son meilleur match contre moi», a déclaré Hingis, qui n'a pas concédé un seul set à cette adversaire au cours de leurs quatre rencontres en sept mois.

Difficile à surprendre sur sa ligne de fond, Spîrlea n'a pas donné à Hingis beaucoup d'occasions de s'ouvrir grand le court, comme la jeune Suisse a coutume de le faire. Mais elle a totalisé 34 fautes directes contre 11, Hingis ne commettant aucune erreur avec son coup droit!

Grand Prix de l'Épée internationale de Montréal

L'escrime a besoin de spectateurs

Jean-Marc Chouinard croit qu'il est temps de faire des efforts pour populariser ce sport

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Siroter une bonne bière ou un verre de vin en regardant des athlètes de pointe s'escrimer.

«Pourquoi pas?», rétorque Jean-Marc Chouinard, qui prendra part en fin de semaine au Grand Prix de l'Épée internationale de Montréal, dont les demi-finales et la finale individuelles seront présentées samedi soir à la salle le Medley (l'ancien Vieux Munich).

Ca fait longtemps qu'on cherche une façon de démocratiser et de faire apprécier l'escrime, et Chouinard assure que le bruit d'une foule ne cause aucun problème dans la pratique de son sport, contrairement au tennis par exemple.

«Au contraire, dit-il, ça crée de l'ambiance. Il faut établir un premier contact et je me suis souvent fait dire qu'on apprécie le spectacle une fois qu'on s'est arrêté à regarder des matchs. C'est un sport qui n'est pas difficile à comprendre et les Américains ont eu la même réaction à Atlanta.»

Tout le reste de la compétition se déroulera au Centre Claude-Robillard, de vendredi soir à dimanche après-midi.

La huitième édition de l'Épée internationale de Montréal est un des trois seuls Grands Prix de la Coupe du Monde, ce qui a son importance, puisque les points attribués sont multipliés par 1,5. Pas surprenant donc que les huit meilleurs épéistes au classement mondial soient attendus, ainsi que les médaillés d'or et de bronze d'Atlanta.

le Russe Alexandre Beketov (11^e) et le Hongrois Imre Ceza (19^e).

Chouinard ne s'attend pas à de miracle puisqu'il a pris un repos post-olympique pour soigner une vieille blessure au coude. Il ne s'est entraîné que deux fois depuis, soit au cours des deux dernières semaines. Semi-retraité, l'urbaniste de 33 ans projette de participer à quelques autres compétitions cette saison, mais il n'y a rien d'assuré.

Il a toujours un bon classement mondial, au 24^e rang, tandis qu'un autre Montréalais, Danek Nowosielski est présentement 18^e, après avoir terminé troisième à la Coupe du Monde de Taiwan en octobre.

Contrairement à Chouinard, il aimerait bien continuer jusqu'aux Jeux de l'an 2000, mais ce futur diplômé de McGill en bio-chimie environnementale ne survit que grâce aux maigres contributions de Sport Canada. Une commandite serait donc bienvenue.

«J'ai 30 ans, rappelle-t-il, et j'arrive au meilleur âge puisque les dix meilleurs au monde ont généralement 33-34 ans. J'aimerais bien participer à mes quatrièmes Jeux et j'y vise un podium.»

Près de 150 épéistes sont attendus, mais sa 18^e place mondiale permet à Nowosielski d'accéder directement au tableau des 64 tireurs samedi. Chouinard a aussi de bonnes chances d'obtenir le même privilège.

James Ransom d'Ottawa (63^e) et Laurie Shong de Vancouver (83^e) compléteront l'équipe canadienne.

Camp d'entraînement des Expos

Joe Siddal parmi les 13 invités

PRESSE CANADIENNE

Le receveur Joe Siddal, de Windsor en Ontario, aura une autre chance de mériter un poste régulier avec les Expos le mois dernier quand il sera un des 13 joueurs invités au camp d'entraînement.

Siddal a joué brièvement avec les Expos en 1993 et 1995 et a écrit une page d'histoire quand il s'est retrouvé derrière le marbre lors des débuts de Denis Boucher avec les Expos. C'était

là la première batterie canadienne de l'histoire. Il a signé un contrat le 21 novembre avec les Lynx d'Ottawa après avoir joué à Charlotte, filiale AAA des Marlins de la Floride.

Lee Smith sera du nombre des invités, lui à qui on donnera une chance de remplacer Mel Rojas comme receveur numéro un. Andy Stankiewicz, qui a eu son utilité comme joueur de champ intérieur et comme frappeur suppléant avec les Expos la saison dernière, a lui aussi signé un contrat des ligues mi-

neures et a été invité au camp.

Les autres joueurs invités sont les lanceurs John DeSilva, Anthony Telford, Mike Milchin et Carlos Pulido, le receveur Michael Barrett, les joueurs de champ intérieur Torey Lovullo, Gerónimo Pena et Rick Schu et les voltigeurs Milt Cuyler et Steve Pegues.

Quelques instructeurs ont également été invités. Il s'agit de Jim Benedict, Pat Kelly, Bo McLaughlin, Pat Roessler, Dick Sofield et Dean Treanor.

Sabres 6, Canadien 1

Un match difficile à tous points de vue

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

Buffalo — Dominik Hasek s'est dressé tel un mur face au Canadien.

Fidèle à sa réputation, le gardien tchèque a offert une brillante performance pour permettre aux Sabres de Buffalo de vaincre le Tricolore 6-1, hier soir, au Marine Midland Arena, devant 16 919 spectateurs.

Martin Rucinsky a été sa principale victime. Son compatriote l'a stoppé à trois reprises dont deux fois lors d'échappées. La performance de Hasek a été d'autant plus éclatante que Jocelyn Thibault était dans un mauvais soir. Mario Tremblay l'a d'ailleurs remplacé par Pat Jablonski dès la deuxième période après le quatrième but des Sabres.

Jason Dawe, deux fois, Derek Planté, Brian Holzinger, Matthew Barnaby et Michael Peca ont réussi les buts du Buffalo.

Vincent Damphousse a été le seul à déjouer Hasek.

Le Canadien n'a pas su profiter de six avantages numériques. Pis encore, les Sabres ont marqué un but en infériorité numérique. Une soirée difficile sur toute la ligne.

En perdant, le Canadien se retrouve encore une fois à quatre matchs de la barre de .500. Quant aux Sabres, ils disputaient un huitième match de suite sans défaite (7-0-1) à domicile.

Les trois étoiles: Dominik Hasek, Matthew Barnaby, Jason Dawe.

Mario garde son calme

Mario Tremblay n'a pas fait de crise malgré le cuisant échec du Canadien, hier. «On a eu nos chances, a-t-il dit. On a même eu trois échappées, une par Turner Stevenson, et deux pas Martin Rucinsky.

«Mais on affrontait le meilleur gar-

dien de la Ligue nationale. Dominik Hasek a gardé les Sabres dans le match», a analysé l'entraîneur du Tricolore.

Tremblay était toutefois déçu de l'effort de sa troupe en troisième période. Les Sabres ont entrepris le troisième tiers avec une avance de 4-1. «Ce qui me déçoit, c'est que les joueurs ont lâché en troisième période. Ils ont baissé les armes.»

Jocelyn Thibault n'a pas connu son meilleur match. Tremblay l'a d'ailleurs retiré à la deuxième période après le quatrième but des Sabres. «Thibault n'est pas le seul à blâmer, a-t-il dit. Ça fait seulement quatre fois qu'il est sorti d'un match en 30 départs.»

Le jeu de puissance du Canadien a été en panne durant toute la soirée. Il n'a réussi aucun but en six occasions.

«On a eu quelques chances», a rappelé Tremblay. «On a aussi été mêlés. Ça n'a pas été un succès», a-t-il précisé au sujet de son attaque à cinq.

Thibault a reconnu avoir accordé un très mauvais but, le quatrième des Sabres. «Je m'en veux, a-t-il dit. Par contre, j'ai aussi joué de malchance. C'est décevant. Les deux premiers buts ont dévié sur des bâtons, le troisième était un jeu bizarre», a plaidé le gardien.

«Hasek a été très solide, a admis Thibault. Pour gagner, je devais être très bon, comme le reste de l'équipe.»

Vincent Damphousse a rendu hommage aux Sabres mais sans excuser la contre-performance du Canadien. «On n'a pas joué notre meilleur hockey. On a été mauvais durant 60 minutes», a-t-il admis. Les Sabres, eux, ont mieux travaillé. Ils ont aussi travaillé plus fort. «Quant à Hasek, il a livré une autre solide performance. Ça fait trois ou quatre ans qu'il est un des meilleurs gardiens du circuit. Il a déjà gagné le trophée Vézina et il sera sans doute un candidat au trophée Hart» a affirmé le capitaine du Canadien.

Lalime contre Roy et le Canadien

Le rêve se poursuit

PRESSE CANADIENNE

Le beau rêve de Patrick Lalime risque de devenir encore plus beau dans les prochains jours.

Déjà détenteur du record de matchs sans défaite à son entrée dans la Ligue nationale, qu'il a porté à 16 en effectuant 49 arrêts pour battre Calgary 4-2 mardi, le gardien des Penguins de Pittsburgh va affronter pour la première fois son idole Patrick Roy, ce soir, et l'équipe préférée de son enfance, le Canadien, dimanche à Montréal. Il évoluera alors devant plusieurs de ses parents et amis de Saint-Bonaventure, où il est devenu un héros instantané.

«C'est un rêve, a-t-il dit hier lors d'une conférence de presse téléphonique organisée par la Ligue nationale pour sa nouvelle vedette. Depuis que je suis tout jeune que j'admire le Canadien». Pour qui jouait Patrick Roy...

Entre les matchs contre l'Avalanche du Colorado et le Canadien, Lalime devrait avoir l'occasion d'affronter Wayne Gretzky et les Rangers samedi, à Pittsburgh.

«Maintenant que je suis dans la Ligue nationale, je ne veux pas me laisser trop impressionner, a déclaré Lalime. Mais Patrick Roy est mon idole. Il est le plus grand gardien au monde. J'espère avoir le même genre de carrière que lui.»

GAGNEZ UN LAISSEZ-PASSER POUR LA PARODIE LA PLUS APPLAUDIE DE L'ANNÉE

LE DEVOIR PRÉSENTENT

Laura Dern

UN SUJET CAPITAL

v.f. de Citizen Ruth

GAGNANT
MEILLEURE ACTRICE LAURA DERN.
Festival des Films Du Monde Montréal 1996

PRÉSENTATION SPÉCIALE

LE JEUDI 30 JANVIER
À 19 h 30

CINÉMA COMPLEXE
DESJARDINS

POUR GAGNER UN LAISSEZ-PASSER DOUBLES
COMPLÉTEZ ET RETOURNEZ CE COUPON-RÉPONSE AVANT LE 28 JANVIER À:
«UN SUJET CAPITAL» a/s Alliance Vivafilm, C.P. 282 Succ. B, Montréal Qc H3B 2J7

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

TÉL. (JOUR) _____ (SOIR) _____

Le tirage aura lieu le 28 janvier 1997. Cette annonce sera publiée dans Le Devoir du 18 au 23 janvier 1997. La valeur des prix est de 2 500 \$. 150 gagnants d'un laissez-passer double seront élus, par téléphone. Facsimiles reproduits à la main acceptés. Règlements du concours disponibles chez Alliance Vivafilm.